

APPEL À CONTRIBUTIONS

« L'éthique de l'or »

Revue internationale des études du développement n°249 (2022-2)

Coordination du numéro

- **Sylvie Capitant** (sylvie.capitant@univ-paris1.fr), sociologue, Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES) – Université Panthéon-Sorbonne Paris 1, France
- **Muriel Côte** (muriel.cote@keg.lu.se), géographe, Département de géographie humaine, Université de Lund, Suède
- **Tongnoma Zongo** (ztongnom@gmail.com), géographe, CNRST- Institut national des Sciences de la société (INSS), Burkina Faso

Cet appel à contributions s'inscrit largement dans le cadre de réflexions en cours sur les relations entre trajectoires de développement et activités extractives aurifères et sur les reconfigurations sociales et politiques suscitées par ces activités extractives. Il entend clairement en saisir toute l'importance heuristique pour analyser les processus de changement, de structuration et de déstructuration à l'œuvre à différentes échelles de sa chaîne de production et de commercialisation. Il fait le choix de favoriser les études de cas empiriques situés, pour en aborder, de manière prioritaire, les enjeux de responsabilité, de durabilité (éventuelle), de légitimation et de justice sociale.

Une attractivité aurifère soutenue, (in)désirable et multi-située

En 2020, le cours de l'or a connu le plus haut niveau de son histoire contemporaine. Après avoir connu un premier sommet en 2012, suite à la crise financière de 2008 et à la crise de la dette en Europe, le cours est reparti à la hausse, en 2019, pour atteindre un sommet en 2020 en plein cœur de la crise sanitaire¹. Parallèlement, entre 2010 et 2019, la production d'or augmentait de 26 % au niveau mondial et de 44 % en Afrique² démontrant la force de l'engouement pour ce métal mais aussi sa relation intime avec la situation économique mondiale, notamment des pays de l'OCDE.

Malgré l'accès difficile à certaines zones d'exploitation, notamment pour des raisons sécuritaires, et malgré un « encadrement » plus important des artisans, l'attractivité aurifère se maintient aussi bien dans sa branche industrielle qu'artisanale ou semi-mécanisée. Que ce soit en Colombie, au Burkina Faso, en Chine ou en Mongolie, l'or est sorti de terre, lavé, vendu légalement ou illégalement, affiné pour être porté en bijoux (52 %), fondu en lingots ou en pièces (45 %), utilisé par le secteur de la technologie (9 %) et transformé en actifs financiers (3 %)³. Contrairement à d'autres minerais, il n'a qu'une faible utilité industrielle ou technologique, mais sa valeur financière « refuge » en temps de crise et d'incertitude (Reboredo, 2013) fait que l'or continue d'être extrait, malgré les contraintes de son exploitation.

À l'instar d'autres minerais, l'or fait également l'objet de « rush » et de convoitise de la part d'acteurs militarisés légaux et illégaux, souvent au cœur des zones de conflits où il constitue une source de financement de choix, permettant également le

¹ https://france-inflation.com/cours_de_l_or_historique_et_actuel.php

² Données statistiques fournies par le World Gold Council.

³ <https://www.gold.org/about-gold/market-structure-and-flows>, consulté le 17 Aout 2020.

recrutement de suppléants locaux du fait de situations endémiques de pauvreté, d'inégalité et de vulnérabilité (Crisis, 2019). De telles situations apparaissent également là où l'État est peu présent ou affaibli, à la marge de certains territoires ou à leurs frontières.

Métal symbolique s'il en est, marqueur identitaire de l'histoire de plusieurs pays (Pérou, Colombie, Mali, Ghana, États-Unis, Canada), une caractéristique intéressante de l'or réside dans la place qu'il occupe dans les relations financières et commerciales internationales.

Alors que la dépendance des pays exportateurs de l'or est souvent mise en avant – l'or représente respectivement 92 %, 77 % et 49,8 % des exportations du Mali, Burkina Faso et du Ghana, par exemple (OEC, 2019)⁴, il est intéressant de rappeler que l'or occupe aussi une place centrale dans les pays qui interviennent dans sa commercialisation mondiale. L'or est ainsi le premier produit d'importation et d'exportation de la Suisse (en 2019, 21 % de ses importations et 19 % de ses exportations, contre 15 % pour les médicaments conditionnés, selon l'OEC en 2019). De même, l'or représente 13,5 % des importations des Émirats Arabes Unis, avec une augmentation de 30 % entre 2014 et 2019, Dubai apparaissant de plus en plus comme une destination alternative à la Suisse. Une pluralité d'acteurs participe à la création de la valeur qu'obtient l'or et à la manière dont il est extrait. Une perspective multi-située s'avère donc particulièrement pertinente, permettant ainsi de penser l'interdépendance du monde, la répartition des responsabilités dans les chaînes d'approvisionnement et leurs effets diversifiés sur les pays.

Dualisme et ambivalence des mondes miniers

Une autre caractéristique de ce métal est d'être fortement marqué par la dualité de son exploitation. Alors que la branche industrielle produit 80 % de l'or mondial et occupe de 20 % des travailleurs du secteur, la branche artisanale contribuerait à 20 % de la production mondiale avec 80 % des de la force du travail du secteur. (UNEP, 2021). Pourtant, bien que de nature distincte, les différents modes d'exploitation se côtoient néanmoins sur le terrain, se succèdent même (Luning, 2014), de manière souvent violente.

Ce dualisme n'est pas spécifique au secteur aurifère, mais il y est particulièrement marqué et pose des questions lancinantes et difficiles à traiter en matière de justice sociale et environnementale. Il donne lieu à un étonnant face-à-face : des multinationales étrangères, enregistrées aux bourses de Toronto, de Londres ou de Sydney se retrouvent aux prises avec des collectifs locaux d'artisans massivement issus du monde rural. Situés en dehors des lois nationales car ne disposant pas, le plus souvent, de permis d'exploitation, ils accèdent difficilement à l'espace juridico-légal qui tend à les marginaliser (Côte & Korf, 2018).

La figure de l'artisan minier est une figure complexe et ambivalente, perçue à la fois comme une menace et comme une alternative. D'un côté, il est accusé d'externalités négatives importantes, tant sur le plan environnemental (utilisation de produits chimiques, déforestation, non-réhabilitation des terres travaillées) (Tschakert & Singha, 2007 ; Vélez-Torres, 2016) que sur le plan social (travail des enfants, sécurité et droit du travail, prostitution, usage de stupéfiants). Du fait de la montée des conflits armés dans les régions productrices, les inquiétudes sécuritaires sont de plus en plus mises en avant (flux financiers illicites, liens avec les groupes armés) (GIABA, 2019 ; OCDE, 2018). Ces effets néfastes suscitent des contestations tant au niveau global qu'au niveau des populations riveraines des sites. Parallèlement, l'artisan minier est bien inséré au niveau local. Il représente souvent, aux yeux de la jeunesse et des paysannes découragées par le manque de perspective de l'activité agricole, un exemple de réussite économique et d'autonomisation financière et sociale (Hilson, 2014 ; Lahiri-Dutt 2018). Alors que les retombées locales des mines industrielles sont souvent au cœur des contestations, l'artisanat minier génère un développement local visible par les populations : accroissement démographique, constructions urbaines, diversification des petits métiers de services (Zongo & Zerbo, 2019), renforcement de la consommation locale et augmentation du revenu des ménages situés autour des zones d'orpaillage (Bazillier & Girard, 2018).

De plus, la catégorie des artisans miniers n'est pas constituée d'une masse professionnelle homogène (Bryceson & Geenen, 2016). Elle est plurielle et traversée par des inégalités profondes et des relations de domination, souvent violentes, entre les forces de travail (main-d'œuvre qui creuse) et de capital (propriétaires et financiers de puits, responsables de comptoirs). De même, il existe des relations asymétriques entre les activités de production économique (le travail d'orpaillage à proprement parler) et les activités de services qui contribuent à « faire vivre » les camps miniers, souvent strictement genrées (Panella, 2007 ; Bashwira *et al.*, 2014).

⁴ <https://oec.world/en/profile/country/che?depthSelector1=HS4Depth>

La mine industrielle offre une image, elle aussi équivoque, alternant entre opportunité d'émergence économique et source de fortes contestations locales. Le nombre croissant de mobilisations contre des exploitations industrielles a affaibli progressivement la « rhétorique du boom minier » portée dans les années 2000 par les États producteurs et par les institutions internationales (Capitant, 2017). Cette rhétorique permet de justifier, par exemple, le soutien massif des États à l'exploitation industrielle, présentée comme une contributrice importante au budget public (15 % au Burkina Faso, par exemple), et comme source de croissance, d'emplois et d'insertion dans l'économie mondiale. Ces discours ne sont cependant pas toujours acceptés et suscitent des critiques et des mobilisations sociales (Svampa, 2011 ; El Kahlaoui & Koenraad, 2019). Les conflits portent souvent sur le faible nombre d'emplois disponibles, les conditions de déguerpissement des populations et orpailleurs installés, sur les permis et sur la définition de qui est local ou non. Sur le plan environnemental, la production est plus réglementée, mais les conséquences peuvent être dramatiques en cas d'accident et plus difficiles à illustrer en temps normal, du fait de la faiblesse des contrôles indépendants.

La question de « l'éthique de l'or » posée dans ce dossier souhaite accueillir cette complexité et interroger ce dualisme et cette ambivalence à travers les prismes de l'éthique, de la responsabilité globale et de la justice sociale et environnementale (Dolan & Rajak, 2016 ; Dunlap & Jakobsen, 2020 ; Barca, 2020).

Responsabilité éthique et justice sociale en milieu aurifère

Depuis une dizaine d'années se développent des initiatives pour produire de l'or *juste*, de l'or *équitable*, de l'or *propre*, de l'or *responsable*, dans la foulée des conversations globales autour des minerais « de conflit » et « de sang » (Van Bockstael, 2018). Des labels tels que Fairmined et Fair gold, ainsi que le Better Gold Initiative suisse se mettent en place pour certifier l'or produit artisanalement (l'or industriel n'étant pas inclus dans ces labels) et encourager les producteurs artisanaux à améliorer les conditions de production. Deux domaines sont particulièrement pris en compte : les conditions de travail et les impacts environnementaux. Des projets élaborés dans le cadre de l'aide internationale au développement portent également de plus en plus sur la mine d'or à petite échelle et sur l'encadrement de l'usage du mercure, source principale de pollution pour l'environnement, les travailleurs et travailleuses et les populations voisines. Des initiatives similaires ont émergé parallèlement pour la production industrielle : le label IRMA labélise les compagnies exploitantes à grande échelle⁵, EITI tente d'établir la transparence au niveau des États producteurs⁶, le Responsible Jewellery Council promeut un sceau de garantie pour les joailliers⁷, la Good delivery list de la London Bullion Market Authority en fournit un aux raffineries⁸.

Ce dossier propose de repartir de ces initiatives et des débats qu'elles suscitent pour interroger plus largement (et non pas spécifiquement dans le cadre des filières dites « équitables ») les fondements d'une production « équitable » de l'or. Au-delà des filières encore très marginales étiquetées comme « justes », quelle est la légitimité des transactions économiques (et de leurs conséquences) menées au nom de l'or, du sens du juste et de l'injuste qu'elles recouvrent ? Comment ces critères de justice sont-ils entendus, à différents niveaux de la chaîne de production et selon les acteurs engagés ? C'est dans ce sens que nous aimerions travailler la notion d'éthique de l'or, ce dossier étant également l'occasion d'en affiner la définition.

Le dossier convie un large éventail de contributions, à la croisée de plusieurs disciplines en sciences sociales et humaines, pour en éclairer les enjeux et les effets, à partir des éléments précités, dans différents cadres contextuels finement détaillés. Plusieurs axes sont proposés dans cet appel, de manière non exclusive, dans la mesure où ils sont le plus souvent liés.

Une articulation en trois axes d'analyse

➤ Axe 1 : Justice et injustice des registres de légitimation

Le premier axe proposé vise à expliciter et à questionner les registres de légitimation employés pour justifier les différentes formes d'engagement dans le secteur de la production et de la commercialisation aurifère. Les différents acteurs impliqués adoptent des choix pour favoriser, contrer ou promouvoir des modalités d'engagement dans cette économie. Ces choix sont influencés par les rapports sociaux et politiques à l'œuvre dans et entre les pays concernés et suscitent l'élaboration de registres de légitimité pour les étayer.

⁵ <https://responsiblemining.net>

⁶ <https://eiti.org>

⁷ <https://www.responsiblejewellery.com>

⁸ <https://www.lbma.org.uk/good-delivery/about-good-delivery>

Ce dossier souhaite susciter des contributions permettant de décrire et d'historiciser les registres mobilisés, d'interroger leur pertinence et de questionner leurs conséquences. Aujourd'hui, les États producteurs, mais aussi les bailleurs qui les soutiennent, facilitent et encouragent la production industrielle. Quels sont les arguments mobilisés (et par qui) pour justifier cet accent mis sur la branche industrielle ? D'autres choix seraient-ils possibles ? Quelles conséquences sur le « contrat social » passé entre l'État et ses citoyens ? Plusieurs études récentes indiquent la montée d'un ressentiment vis-à-vis des autorités publiques, du fait de ce positionnement en faveur d'une exploitation industrielle assurée par des multinationales étrangères au détriment des secteurs artisanaux et semi-mécanisés faisant travailler une main d'œuvre locale importante (Hubert, 2021).

Inversement, ce dossier s'intéresse aussi à la manière dont les acteurs de la mine à petite échelle justifient leur activité. De quelle manière se font-ils entendre ? Comment les difficultés qu'ils rencontrent contribuent-elles à modifier leurs attentes et leurs demandes vis-à-vis des autorités ? Qu'est ce qui est perçu comme juste et injuste au niveau local, national et global ? C'est à cette interrogation sur les registres de légitimation mobilisés et sur leur perception, à différents niveaux, que ce dossier invite.

➤ **Axe 2 : Durabilité et redevabilité des filières équitables**

Le deuxième axe proposé invite à réfléchir sur les formes de redevabilité qui émergent autour des chaînes labélisées « équitables » (très largement soutenues par les bailleurs internationaux). Comment refondent-elles les rapports de production en dehors de ces chaînes ?

Des travaux récents sur ces initiatives de labélisation (Hilson *et al.* 2016 ; Fisher, 2018 ; Sippl, 2020) soulèvent des questions fondamentales : quels sont les critères retenus, comment se forment-ils et sont-ils contestés ? Quelle vision globale de la responsabilité sociale et environnementale véhiculent-ils ? Pourquoi ces initiatives se concentrent essentiellement sur la mine artisanale ? La grande asymétrie des relations de pouvoirs existant dans le secteur ne biaise-t-elle pas leur application et leur élargissement ? Comment réagir au fait que la plupart des critères ne sont atteignables que par une infime minorité des exploitants ? L'idée d'une exploitation durable de l'or est-elle une illusion ?

➤ **Axe 3 : Réglementation équitable : des ambitions contrariées**

Enfin, le dossier propose de questionner les cadres réglementaires que les États mettent en place pour organiser l'exploitation aurifère. Par exemple, beaucoup d'entreprises, au nom du principe de « stabilité fiscale », ont négocié avec les États producteurs un niveau de taxation fixe, indépendante donc de l'évolution des lois fiscales et de celle du cours de l'or. Du côté artisanal, après avoir initialement adopté une attitude très hostile (criminalisation des activités, déguerpissements), la plupart des États producteurs visent, encouragés par les bailleurs, à « formaliser » la production artisanale.

Comment analyser ces politiques affichées, alors qu'elles restent largement inadaptées au secteur : cadre juridique de régularisation peu accessible, faibles investissements pour développer massivement des techniques d'extraction moins polluantes, faibles possibilités de formalisation du fait de la très grande proportion de terres déjà sous permis de recherche industrielle ?

Cadrage du dossier thématique

Les auteurs de cet appel ont construit leur réflexion à partir de leur connaissance empirique des terrains africains mais sont très ouverts à accueillir des propositions issues d'autres terrains, notamment sud-américains, ainsi que des contributions rentrant dans la thématique mais qui n'auraient pas été explicitement abordés dans l'appel.

Cet appel à communication fait suite à une collaboration entre les trois auteurs pour un appel déposé auprès de l'agence de la recherche de Suède (Burkina, Suède, France, Royaume-Uni, Colombie).

La mise en contexte d'études empiriques, de corpus originaux, la rencontre entre une approche théorique solide et un terrain, sont attendues.

Ce dossier souhaite privilégier une approche interdisciplinaire. Les auteur·e·s de toutes les sciences sociales et humaines sont appelé·e·s à participer, y compris et sans pour autant s'y limiter : la sociologie, les sciences politiques, l'économie, l'histoire, l'anthropologie, la psychologie, la philosophie.

Modalités de soumission des articles au dossier du n°249 (2022-2) de la Ried

Les auteur·e·s s'engagent à lire la [ligne éditoriale](#) de la *Revue internationale des études du développement* et s'engagent à respecter la [charte éthique](#).

Le processus de sélection se déroule comme suit selon les dates indiquées dans le calendrier de production ci-dessous :

1- Envoi de la proposition d'article

Les propositions d'articles, en français, anglais, ou espagnol, présentent le projet d'article en environ 4.000 signes, espaces comprises, soit environ 500 mots ou une page.

La proposition, dont le fichier est intitulé « NOM DE L'AUTEUR-Proposition-249 », en format word, comprend :

- Le titre : de 70 signes maximum (avec possibilité d'ajouter un sous-titre)
- Un résumé de l'article détaillant la question de recherche, le cadre théorique, le terrain étudié, les principaux résultats
- Des jalons bibliographiques (hors du décompte des signes)
- Un fichier joint intitulé « NOM DE L'AUTEUR-Infos » indiquant de manière exhaustive les noms et prénoms des auteurs, leur statut et leur rattachement institutionnel, leurs adresses courriel.

Ces éléments sont indispensables à l'examen de la proposition d'article. L'adéquation de la proposition à l'appel à contributions est vérifiée par les coordinateurs·trices et la rédaction de la revue.

2- Envoi de l'article

Les auteur·e·s dont les propositions d'article ont été sélectionné·e·s sont invité·e·s à envoyer une première version de leur article qui doit impérativement correspondre aux normes indiquées ci-dessous. Les articles sont alors soumis à une lecture en double-aveugle auprès de deux évaluateurs spécialistes et extérieurs à la revue.

Les articles (de 45 000 signes, espaces comprises, hors résumé et bibliographie), pourront être rédigés en français, anglais ou espagnol. Ils doivent être originaux. Ils pourront toutefois avoir fait l'objet de communications à un colloque (avec actes), à condition d'être réadaptés au format exigé par la *Revue internationale des études du développement* (voir les [consignes aux auteurs](#) sur [le carnet de recherches des publications de l'IEDES](#)).

Les références citées doivent être présentées selon le format indiqué dans le document de Consignes aux auteurs (mise à jour 2020).

Calendrier de production

Les auteur·es s'engagent à respecter le calendrier indiqué par la rédaction.

Les propositions d'articles sont à soumettre **avant le 9/07/2021** aux quatre adresses ci-dessous :

- la rédaction : revdev@univ-paris1.fr
- les co-responsables de ce numéro spécial :
 - Sylvie Capitant (sylvie.capitant@univ-paris1.fr)
 - Muriel Côte (muriel.cote@keg.lu.se)
 - Tongnoma Zongo (ztongnom@gmail.com)

- Les auteur·es présélectionné·es par les coordinatrices et le comité de rédaction seront prévenu·es par l'équipe de la revue la semaine du **19 juillet**.

- Les premières versions des articles, conformes aux consignes aux auteur·es de la revue, seront envoyées par les auteur·es aux quatre courriels précités **avant le 5 octobre 2021**.

- Le processus d'évaluation durera quelques mois, chaque article - anonyme - sera soumis à une double lecture aveugle par des relecteurs extérieurs à la revue, experts sur le sujet traité, et la sortie en librairie de ce n°249 2022-2 est prévue pour **septembre 2022**.

Références citées

Barca, S. (2020). *Forces of Reproduction. Notes for a Counter-Hegemonic Anthropocene*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781108878371>

Bashwira, M.-R., Cuvelier, J., & Hilhorst, D. (2014). Not Only a Man's World. Women's Involvement in Artisanal Mining in Eastern DRC. *Resources Policy*, 40, 109-116. <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2013.11.002>

Bryceson, F.D. & Geenen, S. (2016). Artisanal Frontier Mining of Gold in Africa: Labour Transformation in Tanzania and the Democratic Republic of Congo. *African Affairs*, 115(459), 296-317. <https://doi.org/10.1093/afraf/adv073>

Calvaõ, F. (2016). Unfree labour. *Annual Review of Anthropology*, 45, 451-467. <https://doi.org/10.1146/annurev-anthro-102215-100307>

Capitant, S. (2017). Les populations à l'assaut des mines : économie morale de la contestation minière au Burkina Faso. In Leclerc-Olive, M. (Ed.), *Anthropologie des prédatiõs foncières. Entreprises minières et pouvoirs locaux*. Éditions des Archives contemporaines.

Cartier-Bresson, J., Destremau, B. & Lautier, B. (2009). Les mots du développement : trajectoires et pouvoirs: Introduction. *Revue Tiers Monde*, 4(4), 725-734. <https://doi.org/10.3917/rtm.200.0725>

Côte, M. & Korf, B. (2018). Making Concessions: Extractive Enclaves, Entangled Capitalism and Regulative Pluralism at the Gold Mining Frontier in Burkina Faso. *World Development*, 101, 466-476. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2016.11.002>

Dolan, C. & Rajak, D. (Eds.) (2016). *The Anthropology of Corporate Social Responsibility*, Berghahn Books.

Dunlap, A. & Jakobsen, J. (Eds.) (2020). *The Violent Technologies of Extraction. Political Ecology, Critical Agrarian Studies and the Capitalist Worldeater*. Palgrave/Springer. <https://doi.org/10.1007/978-3-030-26852-7>

El Kahlaoui, S. & Koenraad, B. (2019). Politiser le regard sur les marges. Le cas du mouvement « sur la voie 96 » d'Imider. *L'Année du Maghreb*, 1(21), 181-191. <https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.5555>

Fisher, E. (2018). Solidarities at a Distance. Extending Fairtrade Gold to East Africa. *The Extractive Industries and Society*, 5(1), 81-90. <https://doi.org/10.1016/j.exis.2017.08.001>

GIABA (2019). *Anti-Money Laundering and Counter-Terrorist Financing Measures – Burkina Faso*. The Inter-Governmental Action Group against Money Laundering Publishing.

Hilson, G. (2014). Constructing Ethical Mineral Supply Chains In Sub-Saharan Africa. The case of Malawian Fair Trade Rubies. *Development and Change*, 45(1), 53-78. <https://doi.org/10.1111/dech.12069>

- Hilson, G., Hilson, A. & McQuilken, J. (2016). Ethical Minerals. Fairer Trade for Whom?. *Resource Policy*, 49, 232-247. <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2016.05.002>
- Hubert, N. (2021) The Nature of Peace. How Environmental Regulation can Cause Conflicts. *World Development*, 141. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2021.105409>
- Lahiri-Dutt, K. (2018). Extractive Peasants. Reframing Informal Artisanal and Small-Scale Mining Debates. *Third World Quarterly*, 39(8), 1561-1582. <https://doi.org/10.1080/01436597.2018.1458300>
- Li, T.M. (2013). Jobless Growth and Relative Surplus Population. *Anthropology Today*, 29(3), 1-2. <https://doi.org/10.1111/1467-8322.12026>
- Luning, S. (2014). The Future of Artisanal Miners from a Large-Scale Perspective. From Valued Pathfinders to Disposable Illegals?. *Futures*, 62, 67-74. <https://doi.org/10.1016/j.futures.2014.01.014>
- OCDE (2018). Illicit Financial Flows. The Economy of Illicit Trade in West Africa. Éditions OCDE. <https://doi.org/10.1787/9789264268418-en>
- Panella, C. (2007). L'éthique sociale du damansén. Éducation familiale et orpaillage artisanal dans le Basidibé (Wasolon, Mali). *Cahiers d'études africaines*, 2(2), 345-370. <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.7261>
- Reboredo, J.C. (2013). Is gold a hedge or safe haven against oil price movements?. *Resources Policy*, 38(2), 130-137. <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2013.02.003>
- Sippl, K. (2020). Southern Responses to Fair Trade Gold. Cooperation, Complaint, Competition, Supplementation. *Ecological Economics*, 169, 106377. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2019.106377>
- Svampa, M. (2011). Néo-« développementisme » extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine. *Problèmes d'Amérique latine*, 3(3), 101-127. <https://doi.org/10.3917/pal.081.0101>
- Tschakert, P. & Singha, K. (2007). Contaminated identities. Mercury and marginalization in the artisanal mining sector of Ghana. *Geoforum*, 38(6), 1304-1321. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2007.05.002>
- Van Bockstael, S. (2018). The Emergence of Conflict-Free, Ethical, and Fair Trade Mineral Supply Chain Certification Systems. A Brief Introduction. *The Extractive Industries and Society*, 5(1), 52-55. <https://doi.org/10.1016/j.exis.2017.12.014>
- Vélez-Torres, I. (2016). Disputes over Gold Mining and Dispossession of Local Afrodescendant Communities from the Alto Cauca, Colombia. *Third World Thematics*, 1(2), 235-248. <https://doi.org/10.1080/23802014.2016.1229131>
- Zongo, T. & Zerbo, R. (2019). Processus d'extraction minière et enjeux de développement durable au Burkina Faso. *Revue africaniste Inter-Disciplinaire*, 8, 85-98.

CALL FOR PAPERS “The Ethics of Gold”

Revue internationale des études du développement n°249 (2022-2)

Editors

- **Sylvie Capitant** (sylvie.capitant@univ-paris1.fr), sociologist, Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES) – Université Panthéon-Sorbonne Paris 1, France
- **Muriel Côte** (muriel.cote@keg.lu.se), geographer, Department of Human Geography, Lund University, Sweden
- **Tongnoma Zongo** (ztongnom@gmail.com), geographer, CNRST- Institut national des Sciences de la société (INSS), Burkina Faso

This call for papers falls broadly within the scope of ongoing debates around the relationship between development paths and gold mining activities, and around the social and political reconfigurations caused by these extractive activities. It aims to grasp the heuristic significance of gold in order to examine the processes of change, structuring, and destructuring at work at different scales of the gold production network and supply chain. It particularly welcomes studies grounded in empirics to primarily address the following issues: responsibility, (possible) sustainability, legitimation, and social justice.

The sustained, (un)desirable, and multi-sited appeal of gold

In 2020, the price of gold reached its highest level in contemporary history. After having peaked first in 2012, following the financial crisis of 2008 and the debt crisis in Europe, the price started rising again in 2019 before peaking in 2020 in the midst of the health crisis.⁹ At the same time, between 2010 and 2019, gold production increased by 26% worldwide and by 44% in Africa,¹⁰ showing the strength of the craze for this metal, but also its intimate relationship with the world economic situation, especially in OECD countries.

Despite the difficult access to certain mining areas, especially for security reasons, and despite the increased regulations for artisanal mining, gold continues to be mined both through large-scale industrial means, and artisanal or semi-mechanized ones. Whether in Colombia, Burkina Faso, China, or Mongolia, gold is dug out, washed, sold legally or illegally, refined to be worn in jewelry (52%), melted into ingots or coins (45 %), used by the technology sector (9%), and transformed into financial assets (3%).¹¹ Unlike other minerals, it has few industrial or technological uses, but its value as a financial “safe haven” in times of crisis and uncertainty (Reboredo, 2013) means that gold is still being mined despite the constraints linked to its extraction.

Like other minerals, gold is also tapped by legal and illegal militarized actors, often in the heart of conflict zones where it constitutes a prime source of financing, also allowing the recruitment of local back-up soldiers due to situations of endemic poverty, inequality, and vulnerability (Crisis, 2019). Such situations also appear in places where the state is not very present or its legitimacy has been weakened, on the edges of certain territories or on their borders.

A symbolic metal if there ever was one, and an identity marker in the history of several countries (Peru, Colombia, Mali, Ghana, the United States, and Canada), an interesting characteristic of gold lies in the place it occupies in international financial and trade relations.

While the dependence of gold exporting countries has often been highlighted – gold accounts for 92%, 77%, and 49.8% respectively of exports from Mali, Burkina Faso, and Ghana, for example (OEC, 2019)¹² – it is worth noting that gold also

⁹ https://france-inflation.com/cours_de_l_or_historique_et_actuel.php

¹⁰ Statistical data provided by the World Gold Council.

¹¹ <https://www.gold.org/about-gold/market-structure-and-flows>, retrieved on August 17, 2020.

¹² <https://oec.world/en/profile/country/che?depthSelector1=HS4Depth>

occupies a central place in the countries involved in its global trade. Gold is Switzerland's leading import and export product (in 2019, 21% of its imports and 19% of its exports, compared to 15% for packaged pharmaceuticals, according to the OEC in 2019). Likewise, gold accounts for 13.5% of the United Arab Emirates' imports, with a 30% rise between 2014 and 2019, and Dubai is increasingly emerging as an alternative destination to Switzerland. A plurality of actors has participated in the creation of the value that gold fetches and in the way in which it is extracted. A multi-sited perspective is therefore particularly relevant, thus making it possible to consider the interdependence of the world, the distribution of responsibilities in supply chains, and their diverse effects on countries.

The dualism and ambivalence of gold mining worlds

Another characteristic of this metal is that it is strongly marked by the duality of its mining. While the industrial branch produces 80% of the world's gold and employs 20% of the workers in the sector, the artisanal branch contributes 20% of the world production, with 80% of the sector's labor force (UNEP, 2021). Although distinct in nature, these different mining modes nonetheless coexist in the field, and even follow one another (Luning, 2014), often in a violent manner.

Such dualism is not specific to the gold sector, but it is particularly marked there, raising haunting, difficult questions in terms of social and environmental justice. It gives rise to an astonishing face-to-face: foreign multinationals, registered on the Toronto, London, or Sydney stock exchanges, finding themselves grappling with local collectives of artisanal miners, who overwhelmingly come from the rural world. The latter are outside national laws because most often they do not have an operating permit, so that they have trouble accessing the legal space, which tends to marginalize them (Côte & Korf, 2018).

The figure of the artisanal miner is complex and ambivalent, seen both as a threat and an alternative. On the one hand, they are accused of significant negative externalities, both at an environmental level (use of chemicals, deforestation, and non-rehabilitation of the exploited land) (Tschakert & Singha, 2007; Vélez-Torres, 2016) and at a social level (child labor, safety and labor rights, prostitution, and drug use). Due to the rise of armed conflicts in gold-producing regions, security concerns have increasingly been highlighted (illicit financial flows and links with armed groups) (GIABA, 2019; OECD, 2018). These harmful effects give rise to disputes both at the global level and at the level of the populations living near mining sites. At the same time, artisanal miners are well integrated at the local level. In the eyes of the youth and farmers who are discouraged by the lack of future prospects in agrarian activity, these miners are often examples of economic success, and financial and social empowerment (Hilson, 2013; Lahiri Dutt 2018). While the local benefits of industrial mines are often at the heart of disputes, artisanal mining generates local development that is visible for the populations: population growth, urban construction, the diversification of service occupations (Zongo & Zerbo, 2019), the strengthening of local consumption, and increased household income near gold mining areas (Bazillier & Girard, 2018).

In addition, the artisanal miner category is not made up of a homogeneous workforce (Bryceson & Geenen, 2016). It is multiple and characterized by great inequalities and often violent relations of domination between the labor force (diggers) and the capital (owners and funders of shafts, and managers of trading companies). Similarly, there are asymmetric relationships between economic production activities (actual gold mining work) and service activities, or social reproduction, which help "support" mining camps and are often strictly gendered (Panella, 2007; Bashwira *et al.*, 2014).

The image of industrial mines is also ambiguous, as it alternates between an opportunity for economic emergence and a source of strong local protests. The growing number of such protests against industrial operations has gradually weakened the "mining boom rhetoric" promoted in the 2000s by gold-producing states and international institutions (Capitant, 2016). This rhetoric has for instance allowed justifying states' massive support for industrial mining, which was presented as a major contributor to the public budget (15% in Burkina Faso, for example), and as a source of growth, jobs, and integration into the world economy. However, this discourse is not always accepted and generates criticism and social protests (Svampa, 2011; El Kahlaoui & Koenraad, 2019). The disputes are often related to the small number of jobs available, the conditions for evicting populations and established artisanal gold miners, the mining permits, and the definition of who is local and who is not. From an environmental point of view, production may be better regulated, but the consequences can be dramatic in the event of an accident, and are more difficult to establish in normal times, due to weak independent auditing.

The question of "the ethics of gold" in this special issue embraces this complexity, and examines the dualism and ambivalence through the prisms of ethics, global responsibility, and social and environmental justice (Dolan & Rajak, 2016; Dunlap & Jakobsen, 2020; Barca, 2020).

Ethical responsibility and social justice in the gold mining environment

For the past ten years, initiatives have been developed to produce *fair gold*, *fairmined gold*, *clean gold*, and *responsible gold*, in the wake of global conversations around “conflict” and “blood” minerals (Van Bockstael, 2018). Labels such as Fairmined and Fair Gold, as well as the Swiss Better Gold Initiative, have been created to certify artisanally produced gold (industrial gold is not included in these labels), and to encourage artisanal miners to improve production conditions. Two areas in particular have garnered attention: working conditions and environmental impact. International development aid projects have also been increasingly focusing on small-scale gold mines, and on regulating the use of mercury, which is the main source of pollution for the environment, workers, and neighboring populations. Similar initiatives have also emerged for industrial production: the IRMA label certifies large-scale mining companies;¹³ EITI tries to establish transparency at the level of gold-producing states;¹⁴ the Responsible Jewellery Council promotes a seal of good practice for jewelers;¹⁵ and the Good Delivery list from the London Bullion Market Authority provides one to refineries.¹⁶

This call for papers proposes to use these initiatives and the debates that they have sparked off as a starting point to examine the foundations of “fair” gold production more broadly (not specifically within the framework of the so-called “fair” sectors). Beyond the still very marginal sectors labeled as “fair,” what is the legitimacy of the economic transactions (and their consequences) carried out in the name of gold, and of the related sense of the just and the unjust? How are these criteria of justice understood at different levels of the production chain and according to the actors involved? It is in this sense that we would like to examine the notion of gold ethics, and this issue is also an opportunity to refine an understanding thereof.

Based on the aforementioned elements, the issue proposes to gather a broad range of contributions, at the crossroads of several disciplines in the social and human sciences, to shed light on the stakes and effects in various finely detailed contextual frameworks. Several lines of inquiry are set forth in this call for papers, in a non-exclusive way, insofar as they are most often linked.

An approach through three lines of inquiry

➤ Line of inquiry 1: Justice, injustice, and registers of legitimation

The first line of inquiry aims to examine the registers of legitimation used to justify the different modes of ethical engagement with the gold production and trade sector. The various actors involved in the supply chain adopt choices to favor, counter, or promote their modes of engagement with this economy. These choices are influenced by the social and political relations at play in and between the contexts involved, and lead to the development of registers of legitimacy supporting them.

This issue calls for contributions that describe and historicize the registers used by the different actors, and examine their relevance and their consequences. Today, gold-producing states, but also some of the international donors who support them, facilitate and promote industrial production. What are the arguments used (and by whom) to justify this emphasis on the industrial branch? Are other choices possible? What are the consequences for the “social contract” between the state and its citizens? Several recent studies show the rising resentment towards public authorities due to this positioning in favor of industrial mining operated by foreign multinationals to the detriment of the artisanal and semi-mechanized sectors, which employ a significant local labor force (Hubert, 2021).

Conversely, this special issue is also interested in the way in which the actors of small-scale mining justify their activity. How are they heard? How do the difficulties they encounter contribute to changing their expectations and their demands of the authorities? What is perceived to be just and unjust locally, nationally, and globally? Examining the registers of legitimation used and their perception at different levels is what this issue calls for.

¹³ <https://responsiblemining.net>

¹⁴ <https://eiti.org>

¹⁵ <https://www.responsiblejewellery.com>

¹⁶ <https://www.lbma.org.uk/good-delivery/about-good-delivery>

➤ **Line of inquiry 2: Sustainability and accountability of fair trade chains**

The second line of inquiry calls for reflecting on the emerging forms of accountability around chains that are labeled “fair” (very largely supported by international donors). How do they reshape the relations of production outside these chains?

Recent work on these labeling initiatives (Hilson *et al.* 2016; Fisher, 2018; Sippl, 2020) raises fundamental questions: what are the criteria used, how are they defined, and are they contested? What global vision of social and environmental responsibility do they convey? Why do these initiatives focus primarily on artisanal mining? Does the great asymmetry of power relations in the sector bias their implementation and extension? What can be made of the fact that only a tiny minority of miners are able to meet most of the criteria? Is the idea of sustainable gold mining an illusion?

➤ **Line of inquiry 3: Fair regulations: thwarted ambitions**

Finally, the issue proposes to examine the regulatory frameworks put into place by the states to organize gold mining. For example, many companies, in the name of the principle of “fiscal stability,” have negotiated with gold-producing states a fixed level of taxation, therefore independent of changes in tax laws and in the gold price. On the artisanal side, after having initially adopted a very hostile attitude (criminalization of activities and evictions), most gold-producing states are aiming to “formalize” artisanal production, with the endorsement of international donors.

How can these policies be analyzed, when they remain largely unsuited to the sector, with a legal regulatory framework that is not very accessible, low investments to massively develop less polluting mining techniques, and scarce possibilities of formalization due to the very large share of land for which permits have already been granted to industrial mining companies?

Framework

The authors have based this call for papers on their empirical knowledge of the field in Africa, but are very open to welcoming proposals from other fields, in particular South America, as well as contributions that fall within the thematic scope, but have not explicitly been addressed here.

This call for papers has emerged from a collaborative project including the three authors funded by the Swedish FORMAS research funding agency (Burkina, Sweden, France, the United Kingdom, and Colombia).

The contextualization of empirical studies and original corpuses, and the combination of a sound theoretical approach and fieldwork are expected.

This issue will favor an interdisciplinary approach. Authors from all the social and human sciences may submit papers, including but not limited to: sociology, political science, economics, history, anthropology, psychology, and philosophy.

Submission details / Participation in Issue no. 249 (2022/2) of the RIED

The authors agree to read the [editorial policy](#) of the *Revue internationale des études du développement* and to comply with the [code of ethics](#).

The selection process will take place according to the dates specified in the publication calendar below.

1. Submitting the proposal:

The proposals in French, English, or Spanish must present the paper in 4,000 characters (with spaces), or approximately one page. The file for the proposal must be entitled "AUTHOR'S SURNAME-Proposal-249," and **must include:**

- a title (70 characters maximum, with the possibility of adding a subtitle);
- an abstract detailing the research question, the theoretical framework, the fieldwork, and the main results;
- some bibliographical references (not included in the character count);
- a file entitled "AUTHOR'S SURNAME-249-info," including the author's first name and last name, their status, their institutional affiliation, and their email address.

The relevancy of the proposals with regard to this call for papers and their conformity to the journal guidelines will be verified by the journal editors and the editorial team.

2. Submitting the paper:

The authors whose proposals have been selected will be invited to send a first draft of their article, which must absolutely follow the guidelines below. The articles will then be submitted to a double blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic.

The articles (45,000 characters with spaces, excluding the abstract and references) may be written in French, English, or Spanish. They must be original work. They may however have been presented at a conference (with proceedings), as long as they have been adapted to the format required by the *Revue internationale des études du développement* (see the [guidelines for authors](#) on the blog for the publications of the IEDES), but the author must not submit their paper to another journal simultaneously.

Publication calendar

The authors agree to comply with the calendar.

The proposals must be submitted by July 9th, 2021 to:

- the editorial office: revdev@univ-paris1.fr
- the editors:
 - Sylvie Capitant (sylvie.capitant@univ-paris1.fr)
 - Muriel Côte (muriel.cote@keg.lu.se)
 - Tongnoma Zongo (ztongnom@gmail.com)

The authors preselected by the editors and the editorial committee will be notified by the editorial team the week of July 19th 2021.

The first draft (V1), following the journal's guidelines for authors, must be submitted by the authors to the three aforementioned email addresses by **October 5th 2021**.

The evaluation process will take a few months; each – anonymous – article will be submitted to a double blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic. Requesting a first version of the article does not constitute a commitment on the part of the journal to publish the aforementioned article, which must be approved by the editorial committee, following the different steps in the evaluation process; no. 249 is expected to be published in September 2022.

References

- Barca, S. (2020). *Forces of Reproduction. Notes for a Counter-Hegemonic Anthropocene*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781108878371>
- Bashwira, M.-R., Cuvelier, J., & Hilhorst, D. (2014). Not Only a Man's World. Women's Involvement in Artisanal Mining in Eastern DRC. *Resources Policy*, 40, 109-116. <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2013.11.002>
- Bryceson, F.D. & Geenen, S. (2016). Artisanal Frontier Mining of Gold in Africa: Labour Transformation in Tanzania and the Democratic Republic of Congo. *African Affairs*, 115(459), 296-317. <https://doi.org/10.1093/afraf/adv073>
- Calvaõ, F. (2016). Unfree labour. *Annual Review of Anthropology*, 45, 451-467. <https://doi.org/10.1146/annurev-anthro-102215-100307>
- Capitant, S. (2017). Les populations à l'assaut des mines : économie morale de la contestation minière au Burkina Faso. In Leclerc-Olive, M. (Ed.), *Anthropologie des prédatons foncières. Entreprises minières et pouvoirs locaux*. Éditions des Archives contemporaines.
- Cartier-Bresson, J., Destremau, B. & Lautier, B. (2009). Les mots du développement : trajectoires et pouvoirs: Introduction. *Revue Tiers Monde*, 4(4), 725-734. <https://doi.org/10.3917/rtm.200.0725>
- Côte, M. & Korf, B. (2018). Making Concessions: Extractive Enclaves, Entangled Capitalism and Regulative Pluralism at the Gold Mining Frontier in Burkina Faso. *World Development*, 101, 466-476. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2016.11.002>
- Dolan, C. & Rajak, D. (Eds.) (2016). *The Anthropology of Corporate Social Responsibility*, Berghahn Books.
- Dunlap, A. & Jakobsen, J. (Eds.) (2020). *The Violent Technologies of Extraction. Political Ecology, Critical Agrarian Studies and the Capitalist Worlddeater*. Palgrave/Springer. <https://doi.org/10.1007/978-3-030-26852-7>
- El Kahlaoui, S. & Koenraad, B. (2019). Politiser le regard sur les marges. Le cas du mouvement « sur la voie 96 » d'Imider. *L'Année du Maghreb*, 1(21), 181-191. <https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.5555>
- Fisher, E. (2018). Solidarities at a Distance. Extending Fairtrade Gold to East Africa. *The Extractive Industries and Society*, 5(1), 81-90. <https://doi.org/10.1016/j.exis.2017.08.001>
- GIABA (2019). *Anti-Money Laundering and Counter-Terrorist Financing Measures – Burkina Faso*. The Inter-Governmental Action Group against Money Laundering Publishing.
- Hilson, G. (2014). Constructing Ethical Mineral Supply Chains In Sub-Saharan Africa. The case of Malawian Fair Trade Rubies. *Development and Change*, 45(1), 53-78. <https://doi.org/10.1111/dech.12069>
- Hilson, G., Hilson, A. & McQuilken, J. (2016). Ethical Minerals. Fairer Trade for Whom?. *Resource Policy*, 49, 232-247. <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2016.05.002>
- Hubert, N. (2021) The Nature of Peace. How Environmental Regulation can Cause Conflicts. *World Development*, 141. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2021.105409>
- Lahiri-Dutt, K. (2018). Extractive Peasants. Reframing Informal Artisanal and Small-Scale Mining Debates. *Third World Quarterly*, 39(8), 1561-1582. <https://doi.org/10.1080/01436597.2018.1458300>
- Li, T.M. (2013). Jobless Growth and Relative Surplus Population. *Anthropology Today*, 29(3), 1-2. <https://doi.org/10.1111/1467-8322.12026>
- Luning, S. (2014). The Future of Artisanal Miners from a Large-Scale Perspective. From Valued Pathfinders to Disposable Illegals?. *Futures*, 62, 67-74. <https://doi.org/10.1016/j.futures.2014.01.014>
- OCDE (2018). *Illicit Financial Flows. The Economy of Illicit Trade in West Africa*. Éditions OCDE. <https://doi.org/10.1787/9789264268418-en>
- Panella, C. (2007). L'éthique sociale du damansén. Éducation familiale et orpaillage artisanal dans le Basidibé (Wasolon, Mali). *Cahiers d'études africaines*, 2(2), 345-370. <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.7261>
- Reboredo, J.C. (2013). Is gold a hedge or safe haven against oil price movements?. *Resources Policy*, 38(2), 130-137. <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2013.02.003>
- Sippl, K. (2020). Southern Responses to Fair Trade Gold. Cooperation, Complaint, Competition, Supplementation. *Ecological Economics*, 169, 106377. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2019.106377>
- Svampa, M. (2011). Néo-« développementisme » extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine. *Problèmes d'Amérique latine*, 3(3), 101-127. <https://doi.org/10.3917/pal.081.0101>

Tschakert, P. & Singha, K. (2007). Contaminated identities. Mercury and marginalization in the artisanal mining sector of Ghana. *Geoforum*, 38(6), 1304-1321. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2007.05.002>

Van Bockstael, S. (2018). The Emergence of Conflict-Free, Ethical, and Fair Trade Mineral Supply Chain Certification Systems. A Brief Introduction. *The Extractive Industries and Society*, 5(1), 52-55. <https://doi.org/10.1016/j.exis.2017.12.014>

Vélez-Torres, I. (2016). Disputes over Gold Mining and Dispossession of Local Afrodescendant Communities from the Alto Cauca, Colombia. *Third World Thematics*, 1(2), 235-248. <https://doi.org/10.1080/23802014.2016.1229131>

Zongo, T. & Zerbo, R. (2019). Processus d'extraction minière et enjeux de développement durable au Burkina Faso. *Revue africaniste Inter-Disciplinaire*, 8, 85-98.

LLAMAMIENTO A CONTRIBUCIÓN

“La ética del oro”

Revue internationale des études du développement n°249 (2022-2)

Coordinación del dossier

- **Sylvie Capitant** (sylvie.capitant@univ-paris1.fr), socióloga, Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES) - Université Panthéon-Sorbonne Paris 1
- **Muriel Côte** (muriel.cote@keg.lu.se), geógrafa, Département de Géographie Humaine, Lund University, Sweden
- **Tongnoma Zongo** (ztongnom@gmail.com), geógrafa, CNRST- Institut national des Sciences de la société (INSS), Burkina Faso

Este llamamiento a contribución forma parte, sobradamente, del marco de reflexiones en curso sobre las relaciones entre trayectorias de desarrollo y actividades extractivas auríferas y sobre las reconfiguraciones sociales y políticas suscitadas por tales actividades. Pretende captar, de forma clara, toda la importancia heurística para analizar los procesos de cambio, estructuración y desestructuración llevados a cabo a diferentes escalas del canal de producción y comercialización. Este llamamiento pretende favorecer los estudios de caso empíricos que aborden, prioritariamente, los desafíos de responsabilidad, durabilidad (eventual), legitimación y justicia social.

Atractividad aurífera sostenida, (in)deseable y multisituada

En 2020, la cotización del oro alcanzó el nivel más alto de su historia contemporánea. Después de haber alcanzado un primer máximo en 2012 como consecuencia de la crisis financiera de 2008 y de la crisis de la deuda en Europa, la cotización volvió a aumentar en 2019, para alcanzar un máximo en 2020, en pleno epicentro de la crisis sanitaria¹⁷. De forma paralela, entre 2010 y 2019 la producción de oro aumentó un 26% a nivel mundial y un 44% en África¹⁸, demostrando la fuerza de entusiasmo por este metal y su íntima relación con la situación económica mundial, especialmente de los países de la OCDE.

A pesar del difícil acceso a ciertas zonas de explotación, principalmente por motivos de seguridad, y de una mayor “supervisión” de los artesanos, el atractivo aurífero se mantiene, en sus vertientes industrial, artesanal o semimecanizada. Ya sea en Colombia, Burkina Faso, China o Mongolia, el oro es extraído, lavado, vendido legal o ilegalmente y refinado para ser utilizado en joyas (52%), fundido en lingotes o piezas (45%), utilizado por el sector de la tecnología (9%) y transformado en activos financieros (3%)¹⁹. Contrariamente a otros minerales, el oro tiene escasa utilidad industrial o tecnológica, pero su valor financiero “refugio” en tiempos de crisis e incertidumbre (Reboredo, 2013), hace que siga siendo extraído a pesar de las dificultades que conlleva su explotación.

A semejanza de otros minerales, el oro es objeto de “rush” y de codicia de la parte de actores militarizados, legales o ilegales, con frecuencia al interior de zonas de conflicto donde constituye una fuente de financiación importante que permite, asimismo, el reclutamiento de supletorios locales como consecuencia de las situaciones endémicas de pobreza, desigualdad y vulnerabilidad (Crisis, 2019). Tales situaciones se presentan, igualmente, allí donde el Estado se encuentra poco presente o debilitado, se haya al margen de ciertos territorios o a sus fronteras,

¹⁷ https://france-inflation.com/cours_de_l_or_historique_et_actuel.php

¹⁸ Datos estadísticos aportados por el World Gold Council.

¹⁹ <https://www.gold.org/about-gold/market-structure-and-flows>, consultado el 17 de agosto 2020.

Siendo el oro un metal simbólico donde los haya, indicador identitario de la historia de diversos países (Perú, Colombia, Mali, Ghana, Estados Unidos, Canadá), una de sus características interesantes consiste en el lugar que ocupa en las relaciones financieras y comerciales internacionales.

Mientras que la dependencia de los países exportadores de oro es, a menudo, puesta de relieve – el oro representa, por ejemplo, respectivamente, el 92%, 77% y 49,8% de las exportaciones de Mali, Burkina Faso y Ghana (OEC, 2019)²⁰ – resulta interesante evocar, igualmente, que el oro ocupa una posición central en los países que intervienen en su comercialización mundial. De tal manera, este metal es el primer producto de importación y exportación en Suiza (en 2019, el 21% de sus importaciones y el 19% de sus exportaciones, frente al 15% de medicamentos condicionados, según la OEC en 2019). Del mismo modo, el oro representa el 13,5% de las importaciones en los Emiratos Árabes Unidos, con un aumento del 30% entre 2014 y 2019, mostrándose Dubai, cada vez más, como un destino alternativo a Suiza. Una pluralidad de actores participan a la creación del valor que obtiene el oro y a la manera en la que se extrae. Por ello, parece pertinente una perspectiva multisituada que permita concebir la interdependencia del mundo, la repartición de responsabilidades en los canales de abastecimiento y sus efectos diversificados sobre los países.

Dualismo y ambivalencia de los mundos mineros

Otra de las características de este metal es la dualidad de su explotación. Mientras que el sector industrial produce el 80% del oro mundial y emplea al 20% de los trabajadores del sector, la vertiente artesanal contribuiría al 20% de la producción mundial con el 80% de la fuerza del trabajo del sector (UNEP, 2021). Sin embargo, aunque su naturaleza sea distinta, los diferentes modos de explotación se frecuentan en el terreno, e incluso se suceden (Luning, 2014), con frecuencia, de forma violenta.

Este dualismo no es específico del sector aurífero pero es particularmente pronunciado y plantea cuestiones lancinantes y difíciles de tratar en lo relativo a justicia social y medioambiental. Da lugar a un cara a cara sorprendente: multinacionales extranjeras, registradas en las bolsas de Toronto, Londres o Sydney, se encuentran enfrentadas a colectivos locales de artesanos que provienen, de forma masiva, del rural. Estos últimos, situados al margen de las leyes nacionales al no disponer, a menudo, de permisos de explotación, acceden con dificultad al espacio jurídico-legal, que tiende a marginalizarlos (Côte & Korf, 2018).

La figura del minero artesano es compleja y ambivalente, percibida, al mismo tiempo, como una amenaza y como una alternativa. Por un lado, se le acusa de externalidades negativas importantes, tanto en el aspecto medioambiental (utilización de productos químicos, deforestación, no rehabilitación de las tierras trabajadas) (Tschakert & Singha, 2007; Vélez-Torres, 2016) como en el ámbito social (trabajo de niños, seguridad y derecho del trabajo, prostitución, consumo de estupefacientes). Debido al aumento de conflictos armados en las regiones productoras, las inquietudes en materia de seguridad son, cada vez más, puestas en relieve (flujos financieros ilícitos, vínculos con grupos armados) (GIABA, 2019; OECD, 2018). Estos efectos nefastos conllevan conflictos tanto a escala global como a escala de las poblaciones ribereñas de los yacimientos. Paralelamente, el artesano minero está bien integrado localmente y representa, a menudo, para la juventud y para los campesinos desmoralizados por la falta de perspectiva de la actividad agraria, un ejemplo de éxito económico y empoderamiento financiero y social (Hilson, 2013; Lahiri Dutt, 2018). Mientras que las repercusiones locales de las minas industriales son, con frecuencia, el objeto de los conflictos, el artesanado minero genera un desarrollo local visible por las poblaciones: crecimiento demográfico, construcciones urbanas, diversificación de pequeños oficios de servicios (Zongo & Zerbo, 2019), refuerzo del consumo local y aumento de la renta de los hogares situados alrededor de las zonas de extracción (Bazillier & Girard, 2018).

Además, la categoría de los artesanos mineros no está formada por una masa profesional homogénea (Bryceson & Geenen, 2016). Es plural y goza de desigualdades importantes y de relaciones de dominación, con frecuencia violentas, entre las fuerzas de trabajo (mano de obra que excava) y de capital (propietarios y financieros de pozos, responsables de agencias exportadoras). Asimismo, se producen relaciones asimétricas entre las actividades de producción económica (el trabajo de

²⁰ <https://oec.world/en/profile/country/che?depthSelector1=HS4Depth>

extracción propiamente dicho) y las actividades de servicios que contribuyen a “dar vida” a los campamentos mineros, a menudo organizados, de manera estricta, por sexos (Panella, 2007; Bashwira *et al.*, 2014).

La mina industrial ofrece también una imagen equívoca, alternando entre oportunidad de emergencia económica y fuente de fuertes protestas locales. El creciente número de movilizaciones contra explotaciones industriales ha fragilizado progresivamente la “retórica del boom minero” sostenida en los años 2000 por estados productores e instituciones internacionales (Capitant, 2016). Esta retórica permite justificar, por ejemplo, el apoyo masivo de los estados a la explotación industrial, presentada esta como una contribuidora importante al presupuesto público (15% en Burkina Faso, por ejemplo), y como fuente de crecimiento, empleos e inserción en la economía mundial. Tales discursos, sin embargo, no son siempre aceptados y suscitan críticas y movilizaciones sociales (Svampa, 2011; El Kahlaoui & Koenraad, 2019). Los conflictos son originados, frecuentemente, por la escasez de empleos disponibles, por las condiciones de desahucio de las poblaciones y extractores instalados, por las autorizaciones y por la definición de quién es local y quién no lo es. En el terreno ambiental, la producción está más regulada pero las consecuencias pueden ser dramáticas en caso de accidente y más difíciles de ilustrar, en tiempo normal, a causa de la debilidad de los controles independientes.

La cuestión de la “ética del oro” planteada en este dossier, desea albergar esta complejidad e interrogar este dualismo y ambivalencia a través de los prismas de la ética, de la responsabilidad global y de la justicia social y medioambiental (Dolan & Rajak, 2016; Dunlap & Jakobsen, 2020; Barca, 2020).

Responsabilidad ética y justicia social en el sector aurífero

Desde hace una década se vienen desarrollando iniciativas con la finalidad de producir oro *justo*, oro *equitable*, oro *limpio*, oro *responsable*, a raíz de las conversaciones globales sobre los minerales “de conflicto” y “de sangre” (Van Bockstael, 2018). Sellos como Fairmined y Fair gold, así como el Better Gold Initiative suizo se crean para certificar el oro producido de forma artesanal (el oro industrial no se incluye en estos sellos) y estimular a los productores artesanales a mejorar las condiciones de producción. Se tienen en cuenta, de forma particular, dos ámbitos: las condiciones de trabajo y los impactos medioambientales. Proyectos elaborados en el marco de la ayuda internacional al desarrollo tratan igualmente, cada vez más, sobre la mina de oro a pequeña escala y sobre la supervisión del uso del mercurio, fuente principal de contaminación medioambiental, sobre los trabajadores y trabajadoras y sobre las poblaciones vecinas. Han aparecido iniciativas similares, de forma paralela, en lo que respecta a la producción industrial: el sello IRMA certifica las empresas explotadoras a gran escala²¹, el EITI trata de establecer la transparencia con respecto a los estados productores²², la Responsible Jewellery Council fomenta un sello de garantía para los joyeros²³, la Good delivery list de la London Bullion Market Authority concede otro a las refinerías²⁴.

Este dossier propone tomar como base tales iniciativas y los debates que estas suscitan para interrogar, en mayor medida (y no específicamente en el marco de los sectores llamados “equitables”), los fundamentos de una producción “equitable” del oro. Más allá de los sectores todavía muy marginales catalogados como “justos”, ¿cuál es la legitimidad de las transacciones económicas (y de sus consecuencias) llevadas a cabo por cuenta del oro, del sentido de lo justo o injusto que aquellas abarcan? ¿Cómo se perciben estos criterios de justicia en los diferentes niveles de la cadena de producción y según los actores implicados? Desearíamos abordar la noción de la ética del oro en este sentido, sirviendo este dossier, al mismo tiempo, para perfeccionar la definición.

El dossier incita a un amplio abanico de contribuciones, en la encrucijada de múltiples disciplinas en ciencias sociales y humanas, para ilustrar los desafíos y los efectos, a partir de elementos citados con anterioridad, en diferentes marcos contextuales detallados de forma precisa. En este llamamiento se sugieren diferentes líneas, de forma no exclusiva, en la medida en que tales orientaciones están, a menudo, relacionadas.

²¹ <https://responsiblemining.net>

²² <https://eiti.org>

²³ <https://www.responsiblejewellery.com>

²⁴ <https://www.lbma.org.uk/good-delivery/about-good-delivery>

Una articulación en tres perspectivas de análisis

➤ Línea 1: Justicia e injusticia de los registros de legitimación

La primera línea sugerida persigue aclarar y cuestionar los registros de legitimación empleados para justificar las diferentes formas de compromiso en el sector de la producción y comercialización aurífera. Los diferentes actores implicados eligen opciones para favorecer, combatir o promover modalidades de compromiso en esta economía. Tales elecciones resultan influenciadas por las relaciones sociales y políticas en vigor, en los países concernidos y entre estos mismos, y conllevan la elaboración de registros de legitimidad para apuntalarlos.

Este dossier desea promover contribuciones que permitan describir y dar una visión historicista de los registros movilizados, interrogar su pertinencia y cuestionar sus consecuencias. Hoy, tanto los estados productores como los benefactores que los financian, facilitan y apoyan la producción industrial. ¿Qué argumentos son movilizados y quiénes los movilizan para justificar este acento puesto en el sector industrial? ¿Existen otras opciones posibles? ¿Cuáles son las consecuencias respecto del “contrato social” realizado entre el Estado y sus ciudadanos? Varios estudios recientes revelan el aumento de un resentimiento hacia las autoridades públicas. Ello es debido a su posicionamiento a favor de una explotación industrial llevada a cabo por multinacionales extranjeras, en detrimento de sectores artesanales y semimecanizados que emplean a una mano de obra local importante (Hubert, 2021).

Al contrario, este dossier se interesa por la manera en la que los actores de la mina a pequeña escala justifican su actividad. ¿Cómo se hacen oír? ¿Cómo contribuyen las dificultades encontradas a modificar sus expectativas y demandas hacia las autoridades? ¿Qué es percibido como justo e injusto a nivel local, nacional y global? Este dossier incita esta interrogación sobre los registros de legitimación movilizados y su percepción, a diferentes niveles.

➤ Línea 2: Durabilidad y rendición de cuentas de los sectores equitables

El segundo enfoque incita a reflexionar sobre las formas de rendición de cuentas que afloran en torno a los canales certificados “equitables” (ampliamente respaldadas por los financiadores internacionales). ¿Cómo refundan las relaciones de producción de forma externa a tales canales?

Trabajos recientes sobre estas iniciativas de certificación (Hilson *et al.*, 2016; Fisher, 2018; Sippl, 2020) ponen de manifiesto cuestiones fundamentales: ¿qué criterios se tienen en cuenta, cómo se constituyen y cómo son rebatidos? ¿Qué visión global de la responsabilidad social y ambiental transmiten? ¿Por qué estas iniciativas se concentran, esencialmente, en la mina artesanal? ¿La gran asimetría de relaciones de poder existentes en el sector no distorsiona su aplicación y expansión? ¿Cómo reaccionar al hecho que la mayor parte de criterios son alcanzables únicamente por una ínfima minoría de operadores? ¿La idea de una explotación durable del oro resulta una ilusión?

➤ Línea 3: Regulación equitativa: ambiciones obstaculizadas

Finalmente, el dossier sugiere cuestionar los marcos reguladores que los estados crean para organizar la explotación aurífera. Por ejemplo, muchas empresas, en virtud del principio de “estabilidad fiscal”, negociaron con los estados productores un nivel de imposición fija, independiente por lo tanto, de la evolución de las leyes fiscales y de la fluctuación de la cotización del oro. En lo que se refiere al sector artesanal, después de haber adoptado inicialmente una actitud muy hostil (criminalización de las actividades, desahucios), la mayoría de estados productores tienen por objetivo, alentados por los financiadores, “oficializar” la producción artesanal.

¿Cómo analizar estas políticas mencionadas cuando son ampliamente inadaptadas al sector: marco jurídico de regularización poco accesible, escasas inversiones para desarrollar de forma masiva técnicas de extracción menos contaminantes, escasas posibilidades de formalización debido a la importantísima proporción de tierras que ya son objeto de autorización de investigación industrial?

Marco

Los autores de este llamamiento han elaborado su reflexión a partir de su conocimiento empírico de terrenos africanos pero están ampliamente abiertos a la recepción de proposiciones originarias de otros terrenos, en particular sudamericanos, así como contribuciones objeto de la temática pero no abordadas, de forma explícita, en este llamamiento.

Este llamamiento a comunicación es el resultado de una colaboración entre los tres autores para un llamamiento presentado ante la Agencia de investigación de Suecia (Burkina, Suecia, Francia, Reino Unido, Colombia).

La contextualización de estudios empíricos, provenientes de corpus originales, el encuentro entre una perspectiva teórica sólida y un trabajo de campo, son particularmente apreciados.

Este Dossier busca privilegiar una perspectiva interdisciplinaria. Se invita a autoras y autores de todas las ciencias sociales, incluyendo aunque sin restringirse a: sociología, ciencia política, economía, historia, antropología, psicología, filosofía.

Modalidades de presentación de las proposiciones / Participación al Dossier del n°249 (2022 2) de la Revista

Los autores se comprometen a consultar la [línea editorial](#) de la *Revue internationale des études du développement* y a cumplir con la [carta ética](#).

El proceso de selección se desarrolla como sigue, según las fechas indicadas en el siguiente calendario de producción:

1-Envío de la propuesta de contribuciones

Las propuestas de contribuciones, en francés, inglés o español, presentan el proyecto de artículo en más o menos 4.000 caracteres (con espacios), equivalentes a unas 500 palabras o una página.

La propuesta, cuyo dossier se llama "NOMBRE DEL AUTOR-Propuesta-249", incluye:

- El título de 70 caracteres máximo (con la posibilidad de agregar un subtítulo)
- Un resumen del artículo que detalle el tema de la investigación, su marco teórico, el terreno estudiado y sus principales resultados
- Referencias bibliográficas (no incluidas en el total de los caracteres autorizados)
- Un fichero adjunto llamado "NOMBRE DEL AUTOR-Infos-249" incluyendo los nombres y apellidos de los autores, sus estatuto y pertenencia institucional, así como su dirección de correo electrónico.

La adecuación de la proposición a la llamada a contribución se verifica por los coordinadores y la redacción de la revista.

2-Envío del artículo

Se invita los autores cuya propuesta de contribución fue preseleccionada a enviar una primera versión de su artículo que debe imperativamente corresponder a las normas indicadas anteriormente. Los artículos se someten entonces a una lectura doble ciego de dos evaluadores, especialistas y ajenos a la revista.

Los artículos (de 45000 caracteres máximo, espacios incluidos, pero sin resumen y bibliografía) podrán ser redactados en francés, inglés o español y deben ser originales. Sin embargo, podrán haber sido objetos de comunicaciones en coloquios (con actas), bajo la condición de ser adaptados a las normas exigidas por la *Revue internationale des études du développement* (ver [las normas de publicación](#) a destino de los autores en el carnet de investigaciones de la publicaciones de IEDES).

Calendario de producción

Las propuestas de artículos deberán ser enviadas antes del 9 Julio 2021 a:

- la redacción: revdev@univ-paris1.fr

las corresponsables del Dossier especial:

- Sylvie Capitant (sylvie.capitant@univ-paris1.fr)
- Muriel Côte (muriel.cote@keg.lu.se)
- Tongnoma Zongo (ztongnom@gmail.com)

-**Las o los autores preseleccionados** por las coordinadoras y el comité de redacción recibirán una respuesta por parte del equipo de la revista la semana del 19/07/2021.

-**Las primeras versiones de los artículos**, en conformidad a las normas de la revista, deberán ser enviadas por los autores a las cuatro direcciones de correo citadas **antes del 05/10/2021**.

-**El proceso de evaluación** durará unos meses. Cada artículo –anonimizado– será sometido a un mecanismo de evaluación de doble ciego por lectores, expertos externos a la revista, sobre el tema tratado, y el lanzamiento del número está previsto para Septiembre del 2022.

Referencias citadas

- Barca, S. (2020). *Forces of Reproduction. Notes for a Counter-Hegemonic Anthropocene*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781108878371>
- Bashwira, M.-R., Cuvelier, J., & Hilhorst, D. (2014). Not Only a Man's World. Women's Involvement in Artisanal Mining in Eastern DRC. *Resources Policy*, 40, 109-116. <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2013.11.002>
- Bryceson, F.D. & Geenen, S. (2016). Artisanal Frontier Mining of Gold in Africa: Labour Transformation in Tanzania and the Democratic Republic of Congo. *African Affairs*, 115(459), 296-317. <https://doi.org/10.1093/afraf/adv073>
- Calvaõ, F. (2016). Unfree labour. *Annual Review of Anthropology*, 45, 451-467. <https://doi.org/10.1146/annurev-anthro-102215-100307>
- Capitant, S. (2017). Les populations à l'assaut des mines : économie morale de la contestation minière au Burkina Faso. In Leclerc-Olive, M. (Ed.), *Anthropologie des prédatons foncières. Entreprises minières et pouvoirs locaux*. Éditions des Archives contemporaines.
- Cartier-Bresson, J., Destremau, B. & Lautier, B. (2009). Les mots du développement : trajectoires et pouvoirs: Introduction. *Revue Tiers Monde*, 4(4), 725-734. <https://doi.org/10.3917/rtm.200.0725>
- Côte, M. & Korf, B. (2018). Making Concessions: Extractive Enclaves, Entangled Capitalism and Regulative Pluralism at the Gold Mining Frontier in Burkina Faso. *World Development*, 101, 466-476. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2016.11.002>
- Dolan, C. & Rajak, D. (Eds.) (2016). *The Anthropology of Corporate Social Responsibility*, Berghahn Books.
- Dunlap, A. & Jakobsen, J. (Eds.) (2020). *The Violent Technologies of Extraction. Political Ecology, Critical Agrarian Studies and the Capitalist Worldeater*. Palgrave/Springer. <https://doi.org/10.1007/978-3-030-26852-7>
- El Kahlaoui, S. & Koenraad, B. (2019). Politiser le regard sur les marges. Le cas du mouvement « sur la voie 96 » d'Imider. *L'Année du Maghreb*, 1(21), 181-191. <https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.5555>
- Fisher, E. (2018). Solidarities at a Distance. Extending Fairtrade Gold to East Africa. *The Extractive Industries and Society*, 5(1), 81-90. <https://doi.org/10.1016/j.exis.2017.08.001>
- GIABA (2019). *Anti-Money Laundering and Counter-Terrorist Financing Measures – Burkina Faso*. The Inter-Governmental Action Group against Money Laundering Publishing.
- Hilson, G. (2014). Constructing Ethical Mineral Supply Chains In Sub-Saharan Africa. The case of Malawian Fair Trade Rubies. *Development and Change*, 45(1), 53-78. <https://doi.org/10.1111/dech.12069>
- Hilson, G., Hilson, A. & McQuilken, J. (2016). Ethical Minerals. Fairer Trade for Whom?. *Resource Policy*, 49, 232-247. <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2016.05.002>
- Hubert, N. (2021) The Nature of Peace. How Environmental Regulation can Cause Conflicts. *World Development*, 141. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2021.105409>
- Lahiri-Dutt, K. (2018). Extractive Peasants. Reframing Informal Artisanal and Small-Scale Mining Debates. *Third World Quarterly*, 39(8), 1561-1582. <https://doi.org/10.1080/01436597.2018.1458300>
- Li, T.M. (2013). Jobless Growth and Relative Surplus Population. *Anthropology Today*, 29(3), 1-2. <https://doi.org/10.1111/1467-8322.12026>

- Luning, S. (2014). The Future of Artisanal Miners from a Large-Scale Perspective. From Valued Pathfinders to Disposable Illegals?. *Futures*, 62, 67-74. <https://doi.org/10.1016/j.futures.2014.01.014>
- OCDE (2018). Illicit Financial Flows. The Economy of Illicit Trade in West Africa. Éditions OCDE. <https://doi.org/10.1787/9789264268418-en>
- Panella, C. (2007). L'éthique sociale du damansen. Éducation familiale et orpaillage artisanal dans le Basidibé (Wasolon, Mali). *Cahiers d'études africaines*, 2(2), 345-370. <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.7261>
- Reboredo, J.C. (2013). Is gold a hedge or safe haven against oil price movements?. *Resources Policy*, 38(2), 130-137. <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2013.02.003>
- Sipl, K. (2020). Southern Responses to Fair Trade Gold. Cooperation, Complaint, Competition, Supplementation. *Ecological Economics*, 169, 106377. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2019.106377>
- Svampa, M. (2011). Néo-« développementisme » extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine. *Problèmes d'Amérique latine*, 3(3), 101-127. <https://doi.org/10.3917/pal.081.0101>
- Tschakert, P. & Singha, K. (2007). Contaminated identities. Mercury and marginalization in the artisanal mining sector of Ghana. *Geoforum*, 38(6), 1304-1321. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2007.05.002>
- Van Bockstael, S. (2018). The Emergence of Conflict-Free, Ethical, and Fair Trade Mineral Supply Chain Certification Systems. A Brief Introduction. *The Extractive Industries and Society*, 5(1), 52-55. <https://doi.org/10.1016/j.exis.2017.12.014>
- Vélez-Torres, I. (2016). Disputes over Gold Mining and Dispossession of Local Afrodescendant Communities from the Alto Cauca, Colombia. *Third World Thematics*, 1(2), 235-248. <https://doi.org/10.1080/23802014.2016.1229131>
- Zongo, T. & Zerbo, R. (2019). Processus d'extraction minière et enjeux de développement durable au Burkina Faso. *Revue africaniste Inter-Disciplinaire*, 8, 85-98.